



Margaret MARUANI & Monique MERON, *Un Siècle de travail des femmes en France, 1901-2011*

Paris, La Découverte, 2012

Xavier Vigna

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/clio/11710>

DOI : 10.4000/clio.11710

ISSN : 1777-5299

**Éditeur**

Belin

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 310-312

ISSN : 1252-7017

**Référence électronique**

Xavier Vigna, « Margaret MARUANI & Monique MERON, *Un Siècle de travail des femmes en France, 1901-2011* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 38 | 2013, mis en ligne le 15 janvier 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/11710> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.11710>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

---

# Margaret MARUANI & Monique MERON, *Un Siècle de travail des femmes en France, 1901-2011*

Paris, La Découverte, 2012

Xavier Vigna

---

## RÉFÉRENCE

Margaret MARUANI & Monique MERON, *Un Siècle de travail des femmes en France, 1901-2011*, Paris, La Découverte, 2012, 229 p.

- 1 À l'instar de Lautréamont, il faut louer les « mathématiques sévères » quand elles éclairent autrement et avec une lumière plus vive une question, pourtant réputée bien connue. En reprenant les statistiques des recensements depuis 1901, en en revisitant les implicites et les impensés, la sociologue Margaret Maruani et la statisticienne Monique Meron recomptent le travail des femmes, en même temps qu'elles décryptent la façon de compter (p. 7). Elles proposent ainsi un autre récit, à la fois pugnace et décalé, intéressant en diable.
- 2 Le livre est construit en quatre parties. La première baptisée « Paysages et contours de l'activité » brosse un tableau rapide de l'évolution de l'activité, dont la thèse est ramassée avec concision : « la France est et a été un des pays où les femmes travaillent le plus. Ou bien un de ceux où l'on a le plus su enregistrer leur travail comme de l'activité professionnelle » (p. 41). Car la manière de compter, en l'espèce le travail des femmes, ou de ne pas les compter, ces comptes et ces mécomptes comme dirait Rancière, font (presque) toute l'histoire. Ainsi du recensement de 1954, où se produit un petit « événement statistique », aux lourdes conséquences. À ce recensement désormais, pour être comptées comme agricultrices, les femmes doivent le déclarer explicitement (p. 43). Elles ne le font pas toutes, le recensement ne les compte donc pas et dès lors, le taux d'activité des femmes décroche(raït). C'est cette histoire qu'on disait

et racontait. En reprenant ce recensement, et tous les autres, les auteures montrent que « la 'chute' [de l'activité féminine] mille fois racontée ne s'est pas produite » (p. 56).

- 3 La seconde partie sur « Les âges de la vie et le sexe de l'emploi » démonte une autre idée reçue : celui de la discontinuité des parcours d'activité des femmes, liée à la parentalité. Le propos des auteures vise à en limiter l'ampleur statistique et chronologique. Si un fléchissement de l'activité s'opère avec la parentalité, il est assez limité dès les années 1930 (où le taux d'activité des femmes mariées en France dans les années 1930 est double de celui des Anglaises, quadruple de celui des Néerlandaises, p. 74) et s'opère véritablement – mais seulement – pendant le *baby-boom*, entre les recensements de 1946 et 1968. Après, les femmes en âge de travailler et d'avoir puis d'élever des enfants, font les deux. Et c'est pendant ce demi-siècle (1962-2008) que le nombre de femmes actives explose de 6,7 à 13,9 millions (p. 82).
- 4 La troisième partie, consacrée aux pénuries d'emploi (chômage, sous-emploi et travail à temps partiel), rappelle avec force le caractère politique de la distinction entre chômage et inactivité et que le travail à temps partiel, qui explose à partir du début des années 1980, désigne deux situations très différentes : un travail à temps réduit (*i.e.* volontaire) ou un emploi partiel (*i.e.* imposé par l'employeur). Or, en 2010, le travail à temps partiel concerne 5 % des ouvriers qualifiés à temps partiel, mais 21 % des ouvrières qualifiées et 40 % des ouvrières non-qualifiées (p. 144) : quelle meilleure preuve de son caractère genré ? La dernière partie, intitulée « Métiers d'antan, professions d'aujourd'hui » revient sur les grandes transformations à l'échelle du siècle et souligne notamment que depuis trente ans un peu moins d'un ouvrier sur cinq est en réalité une ouvrière (p. 181).
- 5 Si l'ouvrage ne porte pas spécialement sur le monde ouvrier, sa lecture offre cependant des éclairages ponctuels et ouvre sur des questionnements. Ainsi, les statistiques sur le chômage selon les CSP et le sexe montrent très clairement que, si la classe ouvrière est davantage touchée que les autres classes sociales par le chômage, les ouvrières le sont plus et plus précocement (entre 1975 et 1982) que les ouvriers (davantage entre 1982 et 1990, p. 116). Mais les questionnements dominent qui portent sur le nombre d'ouvrières et d'ouvriers et la manière dont on les compte. Il n'y a pas de meilleure illustration du caractère construit des statistiques que la comparaison des effets du changement de nomenclature entre 1954 et 1982 : selon la première en effet, la population active en 1962 compte 36,7 % d'ouvriers dont 21,6 % de femmes ; mais selon la seconde et pour la même année, 39,1 % et 19,6 % (p. 175-176) ! Outre ces écarts sensibles, les tendances se lisent différemment : la première nomenclature donne à voir une ouvriérisation croissante de la population active jusqu'en 1975, quand la seconde manifeste la tendance exactement inverse !
- 6 Si on s'amuse à comparer les statistiques compilées par nos deux auteurs pour le même monde ouvrier dans le premier tiers du siècle (p. 95-96) avec celles proposées par Olivier Marchand et Claude Thélot dans *Le Travail en France, 1800-2000*, Paris, Nathan, 1997 (p. 233-237), la perplexité devient vertigineuse puisque les écarts oscillent entre 1,5 et 1,8 million pour les recensements de 1901, 1921 et 1936 ! Bien évidemment, ces différences renvoient aussi à quelles activités, à quels métiers on choisit ou pas d'intégrer dans le monde ouvrier. C'est bien pourquoi, en refermant ce livre, on aimerait en lire un autre, un peu similaire, qui nous raconte précisément les manières dont on a compté et dont on recense encore les femmes et les hommes comme ouvrières et ouvriers, et quels agrégats on s'autorise pour construire ces grandes

catégories, et notamment cette catégorie à la fois statistique, sociale et politique qu'est la classe ouvrière<sup>1</sup>. Car cette histoire, pleine de « mathématiques sévères », est aussi saturée de représentations, et comme telle pleinement politique et sociale.

---

## NOTES

1. Dans la lignée de celui d'Alain Desrosières et de Laurent Thévenot, *Les Catégories socio-professionnelles*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2002.

---

## AUTEURS

### XAVIER VIGNA

Xavier VIGNA est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Bourgogne (Centre Georges Chevrier) et membre junior de l'Institut universitaire de France. Ses travaux portent sur les années 68 et le monde ouvrier, en inscrivant le cas français dans une perspective ouest-européenne. Il a notamment publié *L'insubordination ouvrière en France dans les années 68*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007 et *Histoire des ouvriers en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, 2012.

Université de Bourgogne, Centre G. Chevrier

Xavier.Vigna@u-bourgogne.fr